



Le procureur de la République, près le tribunal de Tamanrasset a requis 2 ans de prison ferme à l'encontre de huit personnes travaillant pour l'Entreprise nationale d'exploitation d'or (Enor) à Tamanrasset, a indiqué une source judiciaire.

Les mis en cause, 6 agents de sécurité et 2 responsables des moyens et des finances, sont impliqués dans une affaire de vol du moteur d'un groupe de production d'air d'une valeur avoisinant les 700 000 DA à l'unité d'exploitation aurifère d'Amasmassa, à 500 km au sud de Tamanrasset. L'affaire a éclaté quand la direction régionale avait demandé d'acheminer le moteur en question vers Tamanrasset pour le réparer. Mais grand étonnement, on découvre que la machine a complètement disparu. Ce qui est encore plus étrange, c'est que le débardage de ce moteur ne peut se faire qu'à l'aide d'un engin puissant, vu sa forme et son poids. Comment ont-ils donc fait pour le transporter sur une distance de 500 km, sans éveiller les soupçons des services de sécurité ? Une question qui a laissé pantoise toute l'assistance présente au parquet.

«C'est dire que l'opération avait été planifiée et exécutée par des professionnels, qui auraient fait usage de faux documents pour accomplir leur forfait. «Car au chef de service, assurant la sécurité de l'unité d'Amassmassa, aucune pièce lui justifiant la sortie de cette machine n'a été fournie», ajoute une autre source, en précisant que d'autres employés dont un Canadien, ont été également auditionnés et seraient inculpés pour négligence. Les scandales dans cette entreprise, déficitaire de plus de 300 milliards de centimes, compte tenu du rapport annuel dressé par Sonatrach en 2011, se suivent et ne se ressemblent pas. Après les problèmes avec l'ex-actionnaire majoritaire, l'Australien Gold Minig of Algeria (GMA), l'entreprise éprouve beaucoup de difficultés pour décoller.

De l'avis de certains employés, sous couvert de l'anonymat, «cette situation incombe à la direction générale en accumulant une série d'échecs que les hauts responsables du secteur avalent sans réaction aucune. L'entreprise se porte mal et c'est le sort de 600 personnes qui est en jeu». Contacté, un employé proche de la direction régionale nous confirme que «seulement 90 employés sont concernés par cette situation, car la DG avait pris cette décision dans le but de réduire les coûts d'exploitation, particulièrement les frais de transport et de restauration du personnel».

[EL WATAN](#)